

MICHEL BAUWENS ET VASILIS KOSTAKIS

PLAIDOYER POUR UNE SOCIÉTÉ DES COMMUNS

Dans leur nouvel essai, *Manifeste pour une véritable économie collaborative* *, Michel Bauwens et Vasilis Kostakis, membres la P2P Foundation, détaillent leur stratégie d'infiltration puis de sabordage du capitalisme afin de faire advenir une société des communs à même, selon eux, de résoudre la crise écologique et sociale que nous traversons. Chrystèle Bazin

A PRODUCTION ENTRE PAIRS

L Tout a commencé avec les plateformes de partage de fichiers en pair à pair comme Napster, qui permettait, au début des années 2000, de télécharger des morceaux de musique directement sur les ordinateurs des internautes. « Avec le pair à pair, explique Michel Bauwens, les individus ont acquis une capacité inédite de s'auto-organiser et de créer de la valeur sans avoir à demander la permission à une quelconque structure centralisée. » Avec ce mode d'organisation, nous pourrions évoluer à nouveau au sein de petites échelles, plus conviviales, comme celle d'une famille, d'un groupe d'amis, et ne plus être noyés dans d'immenses structures impersonnelles. En outre, la mise en réseau des savoirs et des compétences à grande échelle permet de mener à bien des projets et de trouver des solutions qui, jusque-là, restaient inaccessibles et économiquement irréalisables, avance-t-il. Des entreprises comme Google et Amazon l'ont bien compris. Leur réussite repose sur l'exploitation de ce que le sociologue Antonio Casilli nomme le « *digital labor* », qui couvre aussi bien la production de logiciels libres que de données personnelles ou encore les micro-tâches du *crowdsourcing*, etc.

LE PAIR À PAIR ET LES BIENS COMMUNS

C'est pour éviter cette captation de la production entre pairs par les entre-



“Très courants au Moyen Âge, les communs ont été démantelés et désavoués au fur et à mesure que s’instaurait le droit de la propriété privée, clé de voûte du système capitaliste.”

prises que Michel Bauwens et Vasilis Kostakis ont imaginé une stratégie de transition vers une économie des communs. Très courants au Moyen Âge (pâturage, prud'homie de pêche, etc.), les communs ont été démantelés et désavoués au fur et à mesure que s'instaurait le droit de la propriété privée, clé de voûte du système capitaliste. Les travaux d'Elinor

Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, ont permis de les réhabiliter et de mieux les définir. Contrairement aux idées reçues, les communs ne sont ni forcément gratuits ni en dehors de toute logique économique. Il s'agit de « *ressources gérées collectivement par une communauté selon une forme de gouvernance qu'elle définit elle-même* ». Avec le monde numérique, sont apparus de

nouveaux communs, à l'instar des logiciels libres ou de Wikipédia. Cette renaissance des communs inspire aux auteurs la vision d'un système économique, dont le socle serait les biens communs et dont la finalité serait leur production et leur maintien – l'activité économique, capitaliste ou non, se développant entre les deux. Il s'agirait ainsi de passer d'une économie extractrice de ressources et sans considération réelle de la biosphère vers une économie génératrice et protectrice des communs matériels et immatériels, incluant les ressources naturelles. Dans le cas de biens physiques en quantité limitée, à l'image d'une zone de pêche, une gouvernance partagée permet de réguler l'accès de façon à ce que l'ensemble de la communauté puisse en bénéficier sans risque de détruire le commun (éviter la surexploitation, veiller au renouvellement des générations de poissons...).

ASSUJETTIR LE CAPITALISME AUX COMMUNS

Cependant, comment protéger durablement la production de communs dans une économie capitaliste qui tend à tout marchandiser et donc à tout privatiser ? Michel Bauwens observe depuis des années, un peu partout dans le monde, le développement des communautés productives de communs et leur succès (Linux, OpenStreetMap, Arduino, les imprimantes 3D RepRap, etc.). Selon les auteurs, cette « économie préfigurative centrée sur les communs au sein même du capitalisme existant » devrait finir par saper le capitalisme de l'intérieur. Pour ce faire, il faut « combattre les pratiques extractivistes et rentières des entités à but lucratif vis-à-vis des communs et des acteurs économiques qui gravitent autour de ces derniers ». Ils préconisent le recours aux licences de réciprocité qui contraignent les entreprises commerciales à enrichir les communs lorsqu'elles les utilisent, mais également l'indépendance financière des *commoneurs* (les producteurs de communs). Une des options consiste pour les *commoneurs* à se regrouper dans des coopératives qui « créent des produits et des services pour le marché, et servent de canal pour

“Contrairement aux idées reçues, les communs ne sont ni forcément gratuits ni en dehors de toute logique économique.”

générer un revenu qui permet de poursuivre la construction des communs ». Ils sont ainsi rémunérés comme dans une entreprise, mais les bénéfices de la structure ne vont pas enrichir des actionnaires, mais développer les communs auxquels ils contribuent. Il se développerait ainsi un « marché éthique », fondé sur une logique d'« entre-donneur » et non plus d'« entre-preneur », pour reprendre le bon mot du designer John Wood.

RASSEMBLER UNE FORCE POLITIQUE AUTOUR DES COMMUNS

Le basculement d'une économie à une autre va dépendre de l'adhésion des populations à une société des communs : les communs devront égaler voire supplanter la propriété privée dans l'imaginaire social afin qu'une masse critique d'individus se reconnaisse comme *commoneur*. La stratégie politique des auteurs s'attache à essaimer « des mini-États, des communautés virtuelles locales et globales qui émergent autour du pair à pair et des communs », formant une gouvernance alternative « translocale » et « transnationale », qu'ils appellent « État partenaire ». Son objectif serait de créer les conditions de l'autonomie des citoyens *commoneurs* grâce à des mécanismes comme le revenu universel, la mise en commun et la mutualisation de ressources matérielles et immatérielles. Les auteurs perçoivent dans ce virage vers les communs une opportunité pour la gauche de se ressouder : « Avec les partis Pirates représentant la culture numérique, les Verts représentant les communs naturels, et les nouveaux partis de gauche représentant un nouveau (post) industrialisme, nous pourrions assister à l'émergence de nouvelles coalitions majoritaires dont les communs seraient l'élément fédérateur. » Les institutions garantes du bien public restent au programme, afin d'éviter un glissement vers des philosophies politiques

communautaristes ou individualistes, à l'image de ceux qui projettent une société dans laquelle les individus passent des contrats entre eux, sans jamais faire société.

Ainsi, les auteurs n'envisagent pas, pour le moment, la disparition du capitalisme et des États-nations. Ils imaginent plutôt les moyens de les subordonner aux communs, de procéder à une forme d'*encloture*, en référence à ce qu'ont subi les communs à partir du Moyen Âge, écrasés jusqu'à l'os entre l'État et le marché. L'heure de la revanche aurait-elle sonné ? ☹

Pour aller plus loin :



* *Manifeste pour une véritable économie collaborative. Vers une société des communs*, Michel Bauwens et Vasilis Kostakis, traduit de l'anglais par Olivier Petitjean, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer (ECLM), avril 2017.

Sauver le Monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer, Michel Bauwens avec la collaboration de Jean Lievens, Paris, Les Liens qui Libèrent, mars 2015.

Network Society and Future Scenarios for a Collaborative Economy, Vasilis Kostakis et Michel Bauwens, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

Le Pair à pair et l'évolution humaine, Michel Bauwens, P2P Foundation, 2005. En accès libre sur http://wiki.p2pfoundation.net/P2P_and_Human_Evolution